Revivez #LaREF22 - "Souveraine dette - Peut-on être libre et surendetté ?"

Publié le 13 septembre 2022

Avec Gabriel Attal, Anne-Laure Kiechel, Eric Monnet, Laurent Wauquiez et animé par Raphaël Legendre.

Verbatim

Gabriel Attal : "*Le sujet de la dette n'a pas s disparu avec le quoi qu'il en coute... si nous n'avions pas fait le quoi qu'il en coûte, nous aurions eu 10 points de dette supplémentaires.*"

"*L'important, c'est que la France conserve des investisseurs.*"

"*On prévoit en 2027 de revenir sous les 3 % de dette.*"

"*On a changé de monde avec l'inflation et la montée des taux, ce qui entraîne une augmentation de 18 milliards d'euros pour la charge de la dette.*"

"*On est en train de faire la démonstration que baisser les charges sur les entreprises, cela permet d'augmenter les recettes de l'Etat.*"

"*Nous devons maîtriser le rythme d'augmentation des dépenses, on veut que l'augmentation des dépenses soit inférieure à celle des recettes.*"

"*Il y a des dépenses qui rapportent et des économies qui coûtent.*"

"*Notre boussole, c'est la recherche de compromis et de solutions partagées avec des partenaires.*"

Laurent Wauquiez : "*Nous sommes dans un pays, où on s'est habitué à considérer que la dépense publique était du gaspillage.*"

"*Il est possible de gérer autrement et ce n'est pas douloureux.*"

"*Si vous ne redressez pas votre dépense publique, vous ne pouvez rien faire.*"

"*Il n'y a aucune fatalité au gaspillage de l'argent public et c'est beaucoup moins douloureux qu'on ne le pense, car il y a du gaspillage partout.*"

"*Pour réactiver le moteur de la croissance française, la première priorité, c'est le travail, la deuxième, c'est le travail, la troisième, c'est le travail.*"

Anne-Laure Kiechel : "*On a tendance à considérer qu'il y a des chiffres magiques, il n'y en a pas. La dette en tant que dette n'est pas quelque chose d'inquiétant en soi, tout dépend de l'usage qu'on en fait.*"

"*Chaque pays est différent, donc il faut se méfier des comparaisons, les situations sont moins comparables qu'on ne le croit.*"

Eric Monnet : "*La dette publique est quelque chose de très particulier, on ne peut la comparer à la dette d'un particulier.*"

"*Avoir une dette élevée c'est un privilège de riches, mais il faut qu'elle soit vue comme un investissement de long terme.*"

Gabriel Attal : "*Nos choix budgétaires ont été bons pour l'économie, bons pour notre pays à long terme.*"

"*Il est difficile de faire des choix, mais on doit nous accompagner quand on décide de baisser les dépenses publiques.*"

"*Les critères de Maastricht sont anciens, il faut les faire évoluer pour accompagner la transition écologique et l'éducation.*"

Laurent Wauquiez : "*Si on veut redresser l'économie et les finances publiques, le point essentiel, c'est la différence entre le travail et l'assistanat.*"

"*Aujourd'hui en France, il n'y a plus aucune incitation au travail.*"

Anne-Laure Kiechel : "*Les divergences se sont accentuées au sein de la zone euro. On ne peut s'en sortir au niveau de l'Europe qu'avec du sur mesure.*"

Eric Monnet : "*Il y a des pays qui sont très soumis aux incertitudes sur l'environnement.*"

"*On ne peut pas parler de dette publique sans parler de banque centrale. Il faut prendre des décisions rapides pour réformer les règles budgétaires européennes.*"

Laurent Wauquiez : "*Il n'y a pas d'exemple dans notre pays où une ruine ne se soit pas traduite par un chaos.*"

'*Non seulement il faut, mais il est possible, de redresser les comptes publics.*"

Anne-Laure Kiechel : "*On ne peut pas se limiter à un ration quand il s'agit de dépenses d'éducation ou de santé.*"

Gabriel Attal : "*Nous devons continuer à créer de la valeur et à mettre le travail au coeur de la société.*"

"*Nous baisserons les impôts de production de 10 % et nous supprimerons la CVAE, car c'est un bon choix pour la croissance et l'emploi.*"

Pour aller plus loin

La pandémie a eu raison des critères de Maastricht et sous l'effet du « *quoi qu'il en coûte* », la dette française a atteint des sommets, dépassant allégrement les 100 % du PIB. Ce qui est vrai chez nous est souvent encore pire ailleurs et les dettes souveraines des Etats-Unis et du Japon par exemple sont encore bien plus importantes que la nôtre. En Europe, ce n'est pas mieux, trois pays de l'Union ont une dette publique supérieure à 120 % (la Grèce, l'Italie et le Portugal). Seuls le Luxembourg, l'Estonie et la Bulgarie font partie des bons élèves avec un taux d'endettement inférieur à 30 %. 14 ans après la chute de Lehman Brothers, la crise de la dette souveraine occupe désormais le devant de la scène. Pourtant, la France continue d'emprunter, puisqu'elle prévoit d'émettre quelque 260 milliards d'euros de dettes à moyen et long terme en 2022.

Il faut dire que le niveau particulièrement bas, voire négatif, des taux d'intérêt depuis plusieurs années a pu laisser croire que l'« *argent magique* » existe et a incité les Etats à continuer de s'endetter sans se priver. La dette publique est un instrument dont tous se servent pour faire face à des dépenses nécessaires en évitant de trop charger les contribuables (du moins dans l'immédiat). En effet, un endettement excessif n'est pas synonyme de surendettement tant que les Etats parviennent à supporter la charge de la dette et à garder ainsi la confiance de leurs créanciers.

Mais quand la charge de la dette devient écrasante, la banqueroute menace et la crise est alors inévitable. Comment faire pour ne pas en arriver là ? Si la dette est bien utile pour irriguer la trésorerie des Etats, elle place également ces derniers en situation de dépendance vis-à-vis de leurs créanciers et peut vite devenir anxiogène. Car un jour ou l'autre, il faudra bien atterrir et payer. A moins que, comme le préconisent certains économistes, la dette finisse par être sanctuarisée et gelée ?

Entre ceux qui prédisent des lendemains qui déchantent si on ne se ressaisit pas vite et ceux qui disent que rembourser ne sert à rien, qui croire ? La nouvelle doxa dépensière n'est pas sans poser problème. L'Histoire montre en effet qu'on doit toujours rembourser ses dettes, faute de quoi c'est la faillite ou la rupture souvent brutale avec ses créanciers… L'exemple de l'emprunt russe est là pour nous le rappeler.

N'oublions pas que la moitié de la dette des pays occidentaux est détenue par des investisseurs étrangers, Chinois en tête, qui n'attendent qu'une chose : la faillite de l'Occident.

Pour garder notre liberté et ne pas mettre en danger nos démocraties, nous devons donc éviter la spirale du surendettement, d'autant que les taux d'intérêt commencent à remonter. Pour cela, il est plus que jamais nécessaire d'avoir une économie saine, donc d'engager des réformes pour réduire les dépenses publiques. Mais comment les faire accepter sans embraser la rue ?

S'endetter un peu est indispensable pour financer les investissements et nourrir la croissance de demain. Mais jusqu'où aller ? Le niveau actuel d'endettement est-il acceptable ? Comment les Etats peuvent-ils surmonter leur surendettement ? Et surtout, qui va payer ?